



analyse

Par **Charlie Mbala**, professeur adjoint en science politique à l'Université d'Alberta (Canada).

Photo ci-dessus :

Le président russe Vladimir Poutine accueille le président sud-africain Cyril Ramaphosa lors du deuxième sommet Russie-Afrique, à Saint-Petersbourg, en juillet 2023. L'Afrique du Sud étant à la fois organisatrice du sommet des BRICS prévu en août 2023 et signataire du Statut de Rome, les autorités de Pretoria auraient été dans l'obligation de procéder à l'arrestation du président russe (sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale) s'il s'était présenté au sommet des BRICS. Le 19 juillet, le Kremlin a finalement annoncé que le Président serait représenté par le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov. (© Sergei Bobilyov/TASS Host Photo Agency/AFP)



Afrique du Sud : rôle et influence au sein des BRICS

L'invitation faite au pays de l'arc-en-ciel de rejoindre le groupe des BRICS ne se fit pas attendre puisqu'un an après le premier sommet des chefs d'État et de gouvernement de 2009 naissent les BRICS, en 2010, avec l'intégration de l'Afrique du Sud. Treize ans plus tard, et au lendemain d'un sommet du groupe tenu à Durban, le bilan de son intégration reste mitigé.

Quel rôle tient l'Afrique du Sud au sein des BRICS ? Deux façons d'aborder cette question : objectivement et stratégiquement. Objectivement parlant, le fait de faire partie des BRICS a accru le pouvoir de négociation de l'Afrique du Sud sur des sujets faisant partie des grands enjeux mondiaux : l'ordre mondial, la sécurité internationale, la gouvernance financière internationale, le changement climatique, etc. Faire partie des BRICS lui a permis d'être associée aux discussions habituellement menées en petits clubs oligarchiques voire hiérarchiques et de faire entendre sa voix et, ce faisant, celle de l'Afrique. Il s'agit d'un rôle symbolique, dans la mesure où l'adhésion sud-africaine aura offert une sorte d'onction de légitimité aux BRICS, en leur permettant de représenter l'Amérique, l'Asie, l'Europe et bien sûr l'Afrique. Il va sans

dire, par ailleurs, que l'Afrique du Sud peut compter sur l'appui des quatre autres membres sur des questions dans lesquelles elle entend exercer un certain leadership tant au niveau régional qu'au niveau continental ou mondial.

Stratégiquement parlant, le rôle et les résultats de l'intégration de l'Afrique du Sud au sein des BRICS dépendent des objectifs que le pays s'était fixés et de ses attentes vis-à-vis du club des cinq. Partant de ce que Maite Nkoana-Mashabane, alors ministre des Relations internationales et de la Coopération, appelait « les trois piliers » de l'adhésion de son pays aux BRICS, on peut déduire les objectifs stratégiques suivants du pays : faire avancer les intérêts nationaux, promouvoir l'intégration régionale et les programmes d'infrastructure connexes, s'associer avec des acteurs clés du Sud sur les questions de réformes de

la gouvernance mondiale. Treize ans plus tard, le bilan des réalisations découlant de l'influence de l'Afrique du Sud au sein du groupe est aussi mitigé que le bilan des BRICS lui-même.

Une intégration aux bénéfices limités ?

À titre de rappel, « atteindre une croissance inclusive, un développement durable et une Afrique du Sud prospère » résume bien les attentes de l'Afrique du Sud, à en croire Jacob Zuma, ancien président, dans son allocution au quatrième sommet des BRICS en Inde. Aujourd'hui, les indicateurs sud-africains ne sont pas élogieux sur ces trois aspects. Seul pays africain membre du G20 (une institution importante lorsque l'on parle de réformer la gouvernance financière et économique mondiale), l'Afrique du Sud est en deçà de la moyenne de l'OCDE dans plusieurs indicateurs (revenu net moyen des ménages, emploi rémunéré pour les 15-64 ans, scolarisation des 25-64 ans, espérance de vie à la naissance, satisfaction de la population à l'égard de la qualité de leur eau, etc.), d'une part. Les analystes observent une économie qui décroche, en ce sens qu'entre 2010 et 2019, « le taux de croissance annuel moyen du pays a atteint 1,7 %, contre plus du double lors de la décennie précédente », d'après les données de 2022 du ministère français de l'Économie. Selon la Banque mondiale, l'Afrique du Sud est le pays le plus inégalitaire au monde, se classant au premier rang parmi 164 pays dans la base de données de l'organisation sur la pauvreté dans le monde, d'autre part.

Que dire de l'objectif de promouvoir l'intégration régionale et les programmes d'infrastructure connexes, ensuite ? Il faut reconnaître que l'Afrique du Sud est le leader de la sous-région à cet égard. Elle arrive largement en tête dans le classement des pays en matière d'intégration générale au sein de la Southern African development community (SADC). Avec le Mozambique et le Zimbabwe, elle est considérée comme un pays à forte performance, selon l'Indice de l'intégration régionale en Afrique (IIRA). Cet indice situe également le pays à la première place en matière d'intégration des infrastructures sur le continent étant donné qu'il dispose des meilleures connexions aériennes du continent. Le développement des infrastructures a souvent été considéré par les pouvoirs publics sud-africains comme un moyen d'améliorer la qualité de vie des populations. Dans l'immédiat, l'accueil du prochain sommet des BRICS en août 2023 offre à l'Afrique du Sud l'occasion de renforcer son leadership sur des questions touchant aux enjeux tant du Sud global, que mondiaux. Sous le thème « Les BRICS et l'Afrique : un partenariat pour une croissance mutuellement accélérée, un développement durable et un multilatéralisme inclusif », ce sommet animera des échanges sur des enjeux comme la transition équitable et juste, les changements qui s'imposent aujourd'hui pour l'éducation et le développement des compétences de demain, les opportunités offertes par la zone de libre-échange continentale africaine, la réalisation de l'agenda 2063 de l'Union africaine, dans un contexte postpandémique, sans oublier la lancinante question de la réforme de la gouvernance de l'économie mondiale, dans son rapport à la question du développement (juste et inclusif). Plus généralement, en tant que membre du groupe, l'Afrique du Sud détient un droit de veto sur les décisions prises au sein des BRICS, ce qui lui garantit une égalité politique qui fait défaut dans les instances traditionnelles de la finance internationale (FMI, Banque mondiale, par exemple).

Il reste à traduire cette égalité politique dans les faits. On peut, à titre d'illustration, évoquer l'incapacité de l'Afrique du Sud à faire entendre sa voix auprès des autres membres, lorsqu'elle peine à obtenir l'unanimité sur le dossier relatif à la réforme du système des Nations Unies. On peut comprendre pourquoi les BRICS restent divisés au sujet d'une réforme du Conseil de sécurité, laquelle entraînerait l'augmentation du nombre de membres permanents et la perte du droit de veto, dont jouissent ses membres actuels, dont la Chine et la Russie, opposées à cette réforme.

Quelles relations entre Pretoria et les pays membres ?

Parfois considérée comme le pays qui aura nivelé les performances des BRICS par le bas, l'Afrique du Sud fait office de jeune démocratie à la petite économie. Le concepteur des BRICS attribuait en effet en 2011 les mauvais résultats des BRICS à l'adhésion de la nation arc-en-ciel, au motif de la petite taille de cette dernière, dont la productivité est 50 fois plus réduite que celle de la Chine. L'Afrique du Sud entretient cependant de bonnes relations avec ses pairs. La nature de ces relations se mesure à la qualité de leur diplomatie bilatérale et multilatérale. Des accords de coopération lient l'Afrique du Sud au Brésil, dont indirectement un accord de commerce préférentiel entre le MERCOSUR et l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) depuis 2019. Cette même année, Cyril Ramaphosa avait rencontré le président Bolsonaro en se rendant au Brésil pour assister au sommet des BRICS de Brasilia. Ces deux pays s'allient également régulièrement lorsqu'il est question de prendre position sur des enjeux importants au sein des organisations internationales. Dans la guerre russo-ukrainienne, l'Afrique du Sud adopte une position de neutralité, ses dirigeants se contentant de déclarer que leur pays doit rester dans la recherche de la paix. Ce souci de paix cache à peine les bonnes relations que Pretoria et Moscou ont traditionnellement entretenues depuis la fondation de l'ANC en 1912 et le soutien soviétique pour la lutte contre l'apartheid.

On ne saurait parler de l'apartheid justement sans évoquer Nelson Mandela, l'incarnation du mouvement et du combat contre le système politique institutionnel de ségrégation raciale dans son pays, voire dans le monde. Le rapprochement des idées et des trajectoires respectives de Mandela et de Ghandi ont certainement posé les bases des relations historiques que l'Afrique du Sud entretient avec l'Inde aujourd'hui. L'Inde, que le président Cyril Ramaphosa avait visitée pour la première fois en 2019 en sa qualité de chef d'État, est le deuxième partenaire asiatique de l'Afrique du Sud, sur les plans économique et commercial.

On se souviendra qu'en marge du dernier sommet de 2022 à Bali, Xi Jinping et Cyril Ramaphosa ont tenu une réunion bilatérale au cours de laquelle les deux dirigeants ont réaffirmé la chaleur des relations entre leurs deux pays. À la suite de son prédécesseur Jacob Zuma, qui qualifiait en son temps les relations Chine-Afrique du Sud de meilleures de tous les temps, pour Ramaphosa, la Chine est un partenaire stratégique important qui mérite tout le soutien de l'Afrique du Sud tant à l'égard du principe d'une seule Chine qu'à l'égard du mégaprojet des nouvelles routes de la soie.

Charlie Mballa